

LIMOUSIN Le haut débit va aider au désenclavement de la campagne

■ Dorsal, un syndicat mixte créé pour l'occasion, a été chargé par les collectivités du Limousin de mettre en œuvre et gérer un réseau Internet haut débit qui desservira en juin 2007 99 % de la population.



■ Une antenne relais dans le Limousin. Le haut débit constitue une vraie révolution pour les 710.000 habitants de la région.

L'Internet à haut débit partout en Limousin, ce sera une réalité dès juin 2007. Avec 2 mégaocets (Mo) minimum garantis, cinquante fois plus au besoin. Dans les campagnes reculées, les particuliers pourront charger des vidéos, capter des télévisions inaccessibles autrement, etc. Pour les chefs d'entreprise, c'est aussi un réel soulagement : trop souvent leurs fichiers informatiques lourds ont du mal à passer via le filaire. Sans parler des médecins qui « rament » sur des lignes Numéris pour leurs transmissions de télémédecine.

Ainsi, l'imprimeur Fabrègue se frotte les mains : avec bientôt 100 Mo de débit, ses gros fichiers ne voyageront plus par Chronopost. Autre exemple : le président du syndicat interhospitalier se contentera de 10 Mo pour véhiculer l'imagerie médicale entre différents sites.

Pour le Limousin (710.000 habitants), il s'agit d'une vraie révolution. Si la région dispose de deux autoroutes, mais aussi du TGV, au moins l'enclavement ne sera pas numérique. « L'accès au

haut débit représente un enjeu majeur de notre développement », résume le président du conseil régional, Jean-Paul Denanot.

► UNANIMITÉ À TOUS NIVEAUX

Le Limousin a été à l'initiative du dossier voici trois ans, suivi par les élus unanimes à tous les niveaux et aidé par les collectivités. Et la région peut compter avec l'appui financier de l'État, de l'Union européenne et de la Caisse des dépôts.

Elle sera donc entièrement desservie en juin 2007 en haut débit, pour 99 % de la population. Le syndicat Dorsal (1), chargé par les collectivités de

gérer la réalisation de l'équipement, s'en porte garant. Le montage est simple. Dorsal, syndicat mixte qui pilote le projet, est une émanation des collectivités (région, départements, aggloméra-

tions). Il a pour délégataire de service public le consortium Axione-Ségretel (filiale de Bouygues), lequel a confié à la société Axione Limousin l'animation du chantier. Axione est un grossiste chez qui les fournisseurs d'accès à Internet (FAI) peuvent venir faire leur marché. La plupart des FAI, déjà contractants ou candidats au contrat n'ont qu'une obligation : s'aligner sur les niveaux de prix pratiqués dans les grands centres.

Le réseau déployé va coûter 85 millions d'euros répartis entre financements privés (56 %, dont Axione 30 %) et publics, sur vingt ans, durée de la concession. Pour cette somme, on construit (et on modernisera) un réseau centré sur 1.200 km de fibre optique, prolongé par le dégroupage de 101 répartiteurs et la mise en service de la technologie MiMax (2) dans les zones reculées. Les 151 zones d'activités seront desservies, dont 114 en fibre optique, et avec elles 17.000 entreprises, les sites de l'université, les établissements d'enseignement et de formation, les mairies, etc.

Daniel Foury, à Limoges

(1) Développement de l'offre régionale de services et de l'aménagement des télécoms en Limousin.

(2) Wireless Multiple Access Extended (accès multipoint étendu sans fil), un super wi-fi hertzien qui débite jusqu'à 20 Mo sur 20 km.

BRETAGNE

Quand le comité des fêtes gère l'accès à Internet

L'école publique du Kermeur, lieu-dit de la commune rurale de Plougouven (Finistère), fermée en 1984, trouve une nouvelle vie grâce au serveur d'accès au haut débit. « Je me suis vite rendu compte que le haut débit ne serait jamais déployé chez nous. Trop loin, trop cher », raconte Marc Dilasser, président du comité des fêtes et initiateur du projet. Ce féru d'informatique décide donc de monter son propre projet de liaison haut débit. L'investissement se monte à 15.000 euros. Il obtient le soutien de la Communauté d'agglomération du pays de Morlaix (CAPM), ainsi que celui de la Datar.

► RÉSEAU PRIVÉ VIRTUEL

Dès le départ, treize particuliers et professionnels acceptent de verser 30 euros par mois pour recevoir le haut débit. Pour les professionnels, notamment les agriculteurs, Internet est vite devenu indispensable. « L'un d'entre eux télécommande les stations d'épuration de son élevage porcin grâce à un réseau privé virtuel. Un autre utilisait le Minitel pour communiquer ses suivis sanitaires. Avec Internet, il est vite rentré dans ses frais », explique Annie Tosser, la trésorière. Depuis, douze autres foyers se sont connectés. Désormais, chacun dispose d'un débit de 2 Mo en réception et de 512 Ko en émission. Et la voix sur IP fonctionne.

Mikael Cabon, à Brest

RHÔNE-ALPES Drôme et Ardèche contre les « zones blanches »

■ Les deux départements ont choisi un prestataire alternatif qui s'est engagé à couvrir le maximum des surfaces enclavées.

Au début de l'été 2005, le conseil général de la Drôme annonçait que tous les foyers du département pourraient – s'ils le souhaitent – bénéficier d'un accès Internet haut débit d'ici début 2007. La réduction de cette fracture numérique n'allait pas de soi car il fallait d'abord identifier les fameuses zones blanches.

« Nous avons signé une charte avec France Télécom, mais l'opérateur ne nous a pas communiqué ses données ; nous avons dû réaliser une enquête auprès des communes », explique Hervé Rasclard, vice-président du conseil général de la Drôme, en charges des Ntic (nouvelles technologies de l'information et de la communication) ; 338 communes, soit 85 %, ont joué le jeu et le recensement a montré que 11.000 à 12.000 lignes sur 140 communes n'étaient pas éligibles à l'ADSL.

« Nous avons lancé un appel à pro-

jets, afin de trouver un partenaire alternatif s'engageant à résoudre le problème des zones blanches sur le département », explique l' élu. Entre deux candidats, la Drôme a choisi Numéo, entreprise de Rhône-Alpes qui s'affiche comme créateur d'accès Internet haut débit en milieu rural.

► OFFRE DE SERVICES RÉELLE

Au total, l'engagement commercial de Numéo devrait concerner près de 1.500 foyers. L'entreprise a déployé ses émetteurs wi-fi là où 15 abonnés se sont déclarés intéressés par le haut débit dans un rayon de 5 à 8 kilomètres. L'offre minimale aux particuliers est un accès illimité sur 512 kb/s pour 24,90 euros par mois. Cependant, cette opération laissera encore quelques abonnés isolés privés de haut débit.

L'Ardèche voisine s'est aussi ralliée à la solution Numéo et le Sivu des inforoutes de l'Ardèche (280 communes) remplit le rôle d'interface pour tenter d'équiper les 8.300 foyers privés de ce service. En parallèle, les élus des deux départements et de la région ont décidé d'établir un réseau public en Drôme et en Ardèche permettant d'organiser une véritable offre de services.

Louissette Gouverne, à Valence

Fournisseur d'impact pour une communication pleine d'émotions

Immeuble habillé
Toulouse - 31000

Communication événementielle
New York - 10002

Enseigne
Milly-la-Foret - 95001

Mobilier urbain
Lyon - 69000

Signalétique géante
Paris - 75000

salon professionnel de la communication visuelle
20-21-22 septembre 2006
Paris Expo Porte de Versailles
www.visualparis.com

Organisé par

Avec le soutien de

À retrouver sur le stand

La Tribune